

COMMISSION de SURVEILLANCE  
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER  
DE LA CSSF

N°133

Février 2012



## RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté trois nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

### Surveillance des OPC

Melania DINESCU

Sarah VILLAIN

### Systèmes d'informations et surveillance des PSF de support

Julie LAGRANGE

Suite au départ de deux agents, la CSSF compte 415 agents, dont 208 hommes et 207 femmes au 7 février 2012.

## ACTUALITE

Les études d'impact du secteur financier sur l'économie luxembourgeoise sont réalisées par Luxembourg for Finance sous l'égide du Haut Comité de la Place financière. La publication des études d'impact sera désormais réalisée par Luxembourg for Finance. La version 2010 est disponible à l'adresse suivante :

[http://www.lff.lu/fileadmin/redaction/documents/Third\\_Party\\_Documents/Etude\\_impact\\_2012.pdf](http://www.lff.lu/fileadmin/redaction/documents/Third_Party_Documents/Etude_impact_2012.pdf)

## SANCTIONS

### **Emetteurs de valeurs mobilières**

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a prononcé trois amendes administratives à l'égard d'émetteurs qui n'ont pas donné suite à des injonctions relatives à la publication de rapports financiers dans le cadre de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières. Conformément à l'article 27 de la Loi Transparence, un recours contre ces amendes administratives peut être introduit dans un délai de trois mois.

## AVERTISSEMENTS

### **Avertissement publié par l'autorité britannique (FSA) concernant les activités d'une entité dénommée Isaac Capital Management**

L'avertissement est publié sur notre site Internet à l'adresse :

[http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués\\_2012/A\\_Isaac\\_Capital\\_Management\\_100212.pdf](http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués_2012/A_Isaac_Capital_Management_100212.pdf)



### Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Lux Investment Group

La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) avertit le public des activités d'une entité dénommée Lux Investment Group qui prétend être établie à l'adresse L-1115, Luxembourg, 6 boulevard Konrad Adenauer (site Internet : [www.luxig.lu](http://www.luxig.lu)).

Selon les informations dont dispose la CSSF, cette entité propose aux personnes contactées des services de conseil en investissement en promouvant en particulier un fonds dénommé Real Estate Investment Trust Continental Europe (ou alternativement Lux IG Continental Europe Real Estate / Lux IG Continental Europe).

La CSSF informe le public que Lux Investment Group ne dispose pas de l'agrément nécessaire à la prestation de services financiers au ou à partir du Luxembourg et que les soi-disant fonds d'investissement ne sont ni autorisés, ni distribués au ou à partir du Luxembourg.

## COMMUNIQUES DE PRESSE

### ■ CONSULTATION PUBLIQUE PAR AEMF (ESMA) SUR UN PROJET DE NORMES TECHNIQUES EN MATIERE DE VENTE A DECOUVERT ET PORTANT SUR CERTAINS ASPECTS DES CONTRATS D'ECHANGE SUR RISQUE DE CREDIT (« SHORT SELLING »).

#### Communiqué de presse 12/09 du 15 février 2012

AEMF (ESMA) a lancé le 15 février 2012 sa deuxième consultation publique contenant un projet d'avis technique portant sur des actes délégués en matière de vente à découvert et portant également sur certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit (« *short selling* »). Le document de consultation porte notamment sur les sujets suivants :

- la spécification des définitions prévues par la proposition du règlement en matière des ventes à découvert et des dérivés d'événement de crédit (CDS *Credit Default Swaps*) en ce qui concerne plus particulièrement la question de savoir quand une personne est considérée être propriétaire d'un instrument financier pour les besoins d'une vente à découvert,
- les méthodes de calcul des positions nettes à découvert « *net short positions* »,
- les méthodes de calcul des positions si différentes entités d'un groupe ou si un gérant de différents fonds d'investissement poursuivant la même politique par rapport à un émetteur détiennent des positions courtes ou longues,
- les cas où une transaction CDS est considérée couvrir un risque de défaut ou le risque d'une baisse de valeur d'une obligation souveraine,
- les méthodes de calcul d'une position non couverte,
- la spécification des paramètres et des méthodes pour le calcul du seuil de liquidité par rapport à des obligations souveraines en matière de suspension des restrictions des ventes à découvert et
- les spécifications en ce que constitue une chute significative en valeur.

Le projet d'avis technique portant sur des actes délégués (ESMA/2012/98) est publié par ESMA sur son site sous <http://www.esma.europa.eu>. Les réponses sont à soumettre en ligne directement à ESMA sous « *Your input-Consultations* » jusqu'au 9 mars 2012.

### ■ PUBLICATION PAR L'EBA D'UN DOCUMENT DE CONSULTATION PUBLIQUE D'UN PROJET ITS CONCERNANT LE REPORTING PRUDENTIEL POUR LES GRANDS RISQUES

#### Communiqué de presse 12/08 du 14 février 2012

Le 13 février 2012, l'Autorité Bancaire Européenne (EBA) a publié un document de consultation publique d'un projet de normes techniques d'exécution (« implementing technical standards » ; ITS) concernant le reporting prudentiel à soumettre pour les grands risques (CP51).

L'objet de ce projet ITS CP51 est la mise en place d'un reporting prudentiel harmonisé pour les grands risques et il constitue un complément au projet ITS CP50 publié par l'EBA en date du 20 décembre 2011.

Ce projet ITS est basé sur l'article 383 des propositions de la CRR (Capital Requirements Regulation) publiées le 20 juillet 2011.

Le document de consultation publique CP51 est disponible sur le site internet de l'EBA à l'adresse suivante :

<http://www.eba.europa.eu/News--Communications/Year/2012/EBA-publishes-a-consultation-paper-on-draft-ITS-on.aspx>

La consultation publique est ouverte jusqu'au 26 mars 2012. Les réponses sont à envoyer à l'adresse e-mail : [CP51@eba.europa.eu](mailto:CP51@eba.europa.eu).

### ■ LIFEMARK S.A. ("LIFEMARK")

#### Communiqué de presse 12/07 du 10 février 2012 (uniquement en anglais)

Further to the CSSF's press release 12/05 of 1 February 2012 whereby interested parties were informed of their opportunity to submit written observations until 9 February 2012 close of business in connection with the CSSF's intention to withdraw LIFEMARK's license as a regulated securitisation undertaking under the Luxembourg securitisation law of 22 March 2004 (the "**2004 Law**") and in the absence of any new elements having been brought to the CSSF's attention on such basis, the CSSF herewith informs that on the date of today, it has notified LIFEMARK of its decision to withdraw LIFEMARK's license as a regulated securitisation undertaking under the 2004 Law (the "**Decision**").

The CSSF's Decision entails, by operation of law, from the notification thereof to LIFEMARK, a suspension of any payment by LIFEMARK and prohibition for LIFEMARK, under penalty of voidance, to take any measures other than protective measures, unless otherwise authorized by the CSSF acting as supervisory commissioner ("*commissaire de surveillance*").

If unchallenged, the Decision will become final one month after its notification. Once the Decision is final, the district court dealing with commercial matters shall, as a consequence thereof, be requested to pronounce the dissolution and order the liquidation of LIFEMARK.

### ■ COMPTES DE PROFITS ET PERTES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU 31 DÉCEMBRE 2011: FORTE DIMINUTION DU RÉSULTAT NET SUR UN ARRIÈRE-FOND OPERATIONNEL SATISFAISANT

Communiqué de presse 12/06 du 3 février 2012

**Sur base de chiffres provisoires, la CSSF évalue le résultat net du secteur bancaire luxembourgeois à 2.906 millions d'EUR au 31 décembre 2011.**

Dans un contexte économique et financier difficile, les banques luxembourgeoises réussissent à accroître leurs revenus opérationnels récurrents. En effet, la marge d'intérêts et les revenus nets de commissions progressent de près de 7% sur un an.

Pourtant ces hausses ne suffisent pas à compenser la forte baisse au cours de l'année des autres revenus nets. Ces revenus, plus volatils par nature, ont connu un tel retournement à cause notamment des variations de juste valeur sur les portefeuilles titres évalués aux prix de marché ainsi que des pertes non récurrentes sur la vente de portefeuilles, dans des conditions de marchés très difficiles. Par conséquent, le **produit bancaire**, qui représente la somme des revenus bancaires, accuse une diminution de près de 2% sur l'exercice. Par contre l'évolution sous-jacente du produit bancaire, donc sans l'impact non récurrent précité, montre une augmentation de l'ordre de 4%.

Les **frais généraux** ont connu une hausse assez importante, de près de 5%, qui s'explique largement par les coûts d'intégration et de restructuration qui accompagnent diverses acquisitions et cessions d'activités entre professionnels de la place.

Pour l'année 2011, l'évolution du produit bancaire et des frais généraux aboutit ainsi à un **résultat avant provisions** qui diminue de 8% en comparaison annuelle. A ce niveau également, l'évolution sous-jacente montre une évolution positive de l'ordre de 3%.

La constitution nette de provisions au 31 décembre 2011 est fortement affectée par les corrections de valeur sur la dette hellénique. A cet égard, les chiffres sont encore provisoires ; ils dépendent en particulier de l'issue des négociations concernant la participation du secteur privé à la restructuration de la dette grecque.

En résumé, le **résultat net** du secteur bancaire luxembourgeois **enregistre ainsi une baisse de 24%** sur un an. Comme relevé ci-dessus, le résultat net est fortement impacté par des effets non récurrents, sans lesquels la diminution du résultat net des banques en 2011 n'aurait été que de l'ordre de 15%.

#### Compte de profits et pertes au 31 décembre 2011

Postes en millions d'EUR	Décembre 2010	Décembre 2011	%
Marge d'intérêts <sup>1</sup>	5.479	5.844	+6,7%
Revenus de commissions	3.587	3.830	+6,8%
Autres revenus nets	484	-312	
<b>Produit bancaire</b>	<b>9.549</b>	<b>9.362</b>	<b>-1,9%</b>
Frais de personnel	2.497	2.553	+2,3%
Autres frais généraux	2.112	2.264	+7,2%
<b>Frais généraux</b>	<b>4.609</b>	<b>4.817</b>	<b>+4,5%</b>
<b>Résultat avant provisions</b>	<b>4.939</b>	<b>4.545</b>	<b>-8,0%</b>
<b>Résultat net</b>	<b>3.817</b>	<b>2.906</b>	<b>-23,9%</b>

<sup>1</sup> Y compris dividendes perçus sur les filiales

### ■ LIFEMARK S.A.

#### Communiqué de presse 12/05 du 1<sup>er</sup> février 2012 (uniquement en anglais)

On 3 January 2012, the CSSF has been informed that KPMG Luxembourg S.à r.l., represented by Mr. Zia Hossen, acting as provisional administrator (*administrateur provisoire*) (the “**Provisional Administrator**”) of LIFEMARK S.A., with registered office at 2, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg (“**LIFEMARK**”), is not and will not be in a position to fully achieve the objectives of its mandate given by court order of 27 October 2011 (the “**Mandate**”), including the implementation of a comprehensive restructuring plan, and that an orderly run-off of LIFEMARK’s portfolio under the supervision of a court appointed liquidator is currently deemed to be the only realistic alternative. Therefore, the Provisional Administrator formally requested the withdrawal of LIFEMARK’s license as a regulated securitisation undertaking under the Luxembourg securitisation law of 22 March 2004 (the “**2004 Law**”) and the petitioning of its liquidation in accordance with the Luxembourg statutory framework. In this regard, the Provisional Administrator also requested that the CSSF intervene in order to extend its Mandate so that the Provisional Administrator will be able to hold the bondholders’ meeting of 13 February 2012 which has been convened so that bondholders may consider and vote on the orderly run-off proposal, and allow for any adjournment, and, as the case may be, to continue to manage LIFEMARK until a liquidator is appointed once the license is withdrawn.

In this context, the 1st vice-president of the Luxembourg district court, sitting in commercial matters, reappointed on 23 January 2012, at the CSSF’s request and in accordance with article 25(2) of the 2004 Law, KPMG Luxembourg S.à r.l., represented by Mr. Zia Hossen, as provisional administrator of LIFEMARK, for a new period of four (4) months from the delivery of this order, with a largely unchanged mandate and largely unchanged most extensive management powers (please refer to our press release of 15 February 2010), but with a further mission to continue to manage LIFEMARK, as the case may be, under the supervision of the CSSF in its capacity as supervisory commissioner and to undertake all necessary steps to prepare a judicial liquidation in the case of a possible withdrawal of the license. The decision explicitly confirms that this new mandate replaces and brings about the expiry of the previous mandate given by court order of 27 October 2011 (please refer to our press release of 2 November 2011). The court has also confirmed that the measure of 23 January 2012 in itself is not to be considered as an insolvency procedure such as bankruptcy, controlled management, a procedure of suspension of payments or judicial liquidation.

In light of the factual circumstances described above, the CSSF has thus put LIFEMARK on notice on 1 February 2012 of its intention to withdraw LIFEMARK’s license as a regulated securitisation undertaking under the 2004 Law, on the basis of *inter alia* the following reasons:

- LIFEMARK has experienced, and continues to experience, an ongoing shortage of liquidity and was unable to remedy its liquidity problems during the provisional administration;
- the heavily distressed financial situation of LIFEMARK which has continuously deteriorated due to the significantly lower returns realised on the portfolio than foreseen;
- the impossibility for the Provisional Administrator, after more than 2 years, to fully achieve the objectives of the provisional administration, in particular the implementation of a comprehensive and sustainable restructuring plan;
- due to the liquidity shortage LIFEMARK investors’ rights have been negatively impacted; and



- breaches of the 2004 Law and of Luxembourg company and accounting laws.

The CSSF finally informs that interested parties have the opportunity to submit written observations until 9 February 2012 close of business by mail or e-mail (exclusively to the following email address: [pst@cssf.lu](mailto:pst@cssf.lu)).

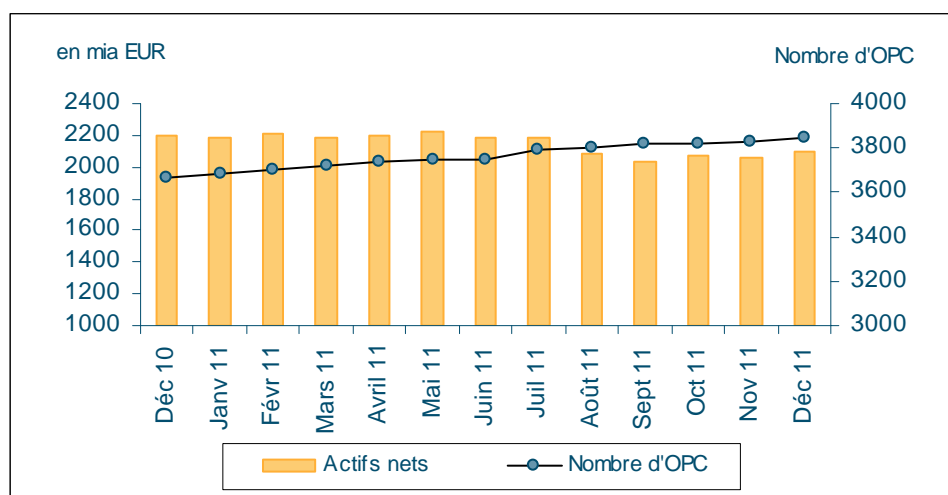
### ■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE DECEMBRE 2011

Communiqué de presse 12/04 du 30 janvier 2012

#### I. Situation globale

Au 31 décembre 2011, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.096,512 milliards contre EUR 2.059,419 milliards au 30 novembre 2011, soit une augmentation de 1,80% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en diminution de 4,66%.

En somme, l'industrie des OPC luxembourgeois a enregistré au mois de décembre une variation positive se chiffrant à EUR 37,093 milliards. Cette augmentation résulte d'un impact favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 40,577 milliards (+1,97%) et d'émissions nettes négatives à concurrence d'EUR 3,484 milliards (-0,17%).



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.845 par rapport à 3.833 le mois précédent. 2.427 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 11.876 compartiments. En y ajoutant les 1.418 entités à structure classique, au total 13.294 entités sont actives sur la place financière.

Concernant l'investissement net en capital et l'impact des marchés financiers sur les OPC luxembourgeois, les faits suivants sont à relever pour le mois de décembre:

La plupart des catégories d'OPC à actions ont pu afficher des gains de cours. Aux Etats-Unis la publication de données conjoncturelles positives a favorablement influencé les cours. En Europe les mesures annoncées en relation avec la crise de la dette souveraine lors du sommet européen des 8 et 9 décembre ont été interprétées comme un signal positif par les investisseurs, mais n'ont pas significativement impacté les marchés. Seule, la catégorie d'OPC à actions de l'Europe de l'Est a enregistré des pertes de cours en décembre.

En ce qui concerne l'investissement net en capital, presque toutes les catégories d'OPC à actions, à l'exception de la catégorie d'OPC à actions américaines, ont enregistré des rachats nets.

### Evolution des OPC à actions au mois de décembre 2011\*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	2,21%	-0,45%
Actions européennes	1,31%	-1,04%
Actions américaines	3,27%	0,28%
Actions japonaises	3,37%	-0,92%
Actions Europe de l'Est	-5,27%	-1,89%
Actions Asie	0,88%	-1,19%
Actions Amérique latine	1,49%	-1,47%
Actions autres	1,19%	-0,10%

\* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Sur le marché des obligations d'Etat européennes, l'annonce lors du sommet européen de nouvelles mesures contre les déficits publics dans la zone euro a contribué à réduire les tensions. Ainsi les rendements des emprunts publics de pays à haute notation de la zone euro se sont serrés et les écarts de rendements entre différents pays de la zone euro se sont réduits. Sur le marché des obligations privées, les obligations d'institutions financières ont pu enregistrer une réduction de leurs primes de risque suite à la décision prise par la Banque Centrale Européenne d'octroyer des financements à 3 ans pour environ 500 milliards d'euros aux banques de la zone euro.

En moyenne cette baisse des rendements des obligations d'Etat et obligations privées dans la zone euro s'est traduite par des gains de cours des OPC à obligations libellées en Euro.

Aux Etats-Unis, les rendements des emprunts d'Etat à long terme ont diminué face à la recherche des investisseurs d'actifs financiers ayant un statut de « valeur refuge ». Les OPC à obligations libellées en USD ont ainsi pu enregistrer des gains de cours qui ont été accentués par l'appréciation du taux de change de l'USD par rapport à l'EUR d'environ 3.7%.

Sur les marchés des obligations des pays émergents, les primes de risque n'ont pas significativement changé au mois de décembre. Les OPC à obligations de pays émergents ont fait état de gains de cours suite à l'appréciation du taux de change de l'USD par rapport à l'EUR.



Pour les catégories d'OPC à revenu fixe ce sont surtout les catégories d'OPC monétaires en EUR et en USD qui ont enregistré des investissements nets en capital significatifs.

### Evolution des OPC à revenu fixe au mois de décembre 2011\*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	0,20%	1,62%
Marché monétaire en USD	3,70%	4,20%
Marché monétaire marché global	1,53%	-0,58%
Obligations libellées en EUR	2,64%	0,36%
Obligations libellées en USD	3,57%	0,29%
Obligations marché global	2,35%	-1,17%
Obligations marchés émergents	2,63%	-0,38%
Obligations High Yield	4,00%	0,85%
Autres	2,01%	-1,16%

\* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois à valeurs mobilières diversifiées et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant:

### OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de décembre 2011\*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	1,69%	-0,36%
Fonds de Fonds	1,83%	-0,52%

\* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

## II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et 2010 respectivement et les FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2007	1 653	1 646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €
30/06/2008	1 755	1 480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3 153	1 902,092 €
31/07/2008	1 784	1 471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3 220	1 896,357 €
31/08/2008	1 817	1 487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3 284	1 917,993 €
30/09/2008	1 827	1 375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3 322	1 796,696 €
31/10/2008	1 845	1 243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3 351	1 647,028 €
30/11/2008	1 840	1 206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3 364	1 604,237 €
31/12/2008	1 826	1 169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3 371	1 559,653 €
31/01/2009	1 837	1 183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3 398	1 571,534 €
28/02/2009	1 838	1 149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3 402	1 530,291 €
31/03/2009	1 840	1 154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3 396	1 526,563 €
30/04/2009	1 847	1 213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3 415	1 592,932 €
31/05/2009	1 849	1 243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3 425	1 619,269 €
30/06/2009	1 846	1 255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3 435	1 631,256 €
31/07/2009	1 848	1 327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3 438	1 706,030 €

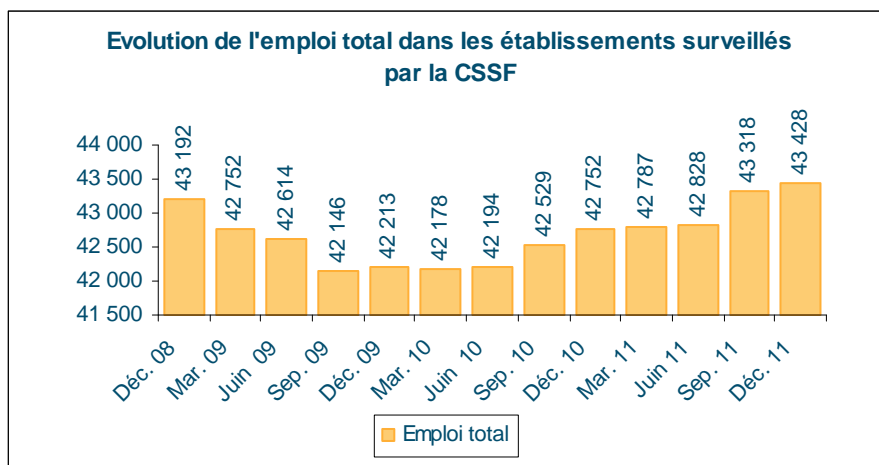
## Commission de Surveillance du Secteur Financier

31/08/2009	1 851	1 360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3 449	1 739,417 €
30/09/2009	1 849	1 394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3 457	1 773,834 €
31/10/2009	1 844	1 399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3 454	1 777,528 €
30/11/2009	1 858	1 415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3 473	1 788,910 €
31/12/2009	1 843	1 465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3 463	1 840,993 €
31/01/2010	1 842	1 477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3 480	1 860,688 €
28/02/2010	1 843	1 511,384 €	646	221,532 €	1 009	165,018 €	3 498	1 897,934 €
31/03/2010	1 847	1 584,238 €	643	226,268 €	1 026	170,032 €	3 516	1 980,538 €
30/04/2010	1 842	1 611,938 €	640	227,551 €	1 039	173,398 €	3 521	2 012,887 €
31/05/2010	1 846	1 589,202 €	637	225,773 €	1 059	177,438 €	3 542	1 992,413 €
30/06/2010	1 843	1 600,977 €	636	224,773 €	1 071	184,887 €	3 550	2 010,637 €
31/07/2010	1 849	1 610,800 €	638	222,244 €	1 095	186,179 €	3 582	2 019,223 €
31/08/2010	1 855	1 653,112 €	637	223,081 €	1 122	192,797 €	3 614	2 068,990 €
30/09/2010	1 858	1 667,806 €	631	220,834 €	1 144	195,100 €	3 633	2 083,740 €
31/10/2010	1 854	1 688,755 €	630	219,558 €	1 161	199,262 €	3 645	2 107,575 €
30/11/2010	1 851	1 733,602 €	629	219,956 €	1 176	207,314 €	3 656	2 160,872 €
31/12/2010	1 846	1 762,666 €	629	222,178 €	1 192	214,150 €	3 667	2 198,994 €
31/01/2011	1 847	1 748,015 €	626	220,255 €	1 211	215,757 €	3 684	2 184,027 €
28/02/2011	1 857	1 770,049 €	620	220,032 €	1 228	218,117 €	3 705	2 208,198 €
31/03/2011	1 858	1 755,924 €	622	216,151 €	1 244	218,821 €	3 724	2 190,896 €
30/04/2011	1 858	1 759,531 €	624	213,823 €	1 254	222,054 €	3 736	2 195,408 €
31/05/2011	1 864	1 782,367 €	619	211,981 €	1 266	224,860 €	3 749	2 219,208 €
30/06/2011	1 864	1 750,292 €	616	210,172 €	1 269	224,535 €	3 749	2 184,999 €
31/07/2011	1 861	1 752,281 €	629	210,582 €	1 305	226,802 €	3 795	2 189,665 €
31/08/2011	1 860	1 652,805 €	627	204,518 €	1 312	228,618 €	3 799	2 085,941 €
30/09/2011	1 858	1 600,158 €	618	201,939 €	1 340	229,980 €	3 816	2 032,077 €
31/10/2011	1 856	1 635,157 €	611	203,545 €	1 352	233,235 €	3 819	2 071,937 €
30/11/2011	1 862	1 623,445 €	605	200,459 €	1 366	235,515 €	3 833	2 059,419 €
31/12/2011	1 870	1 655,509 €	601	201,671 €	1 374	239,332 €	3 845	2 096,512 €

## STATISTIQUES

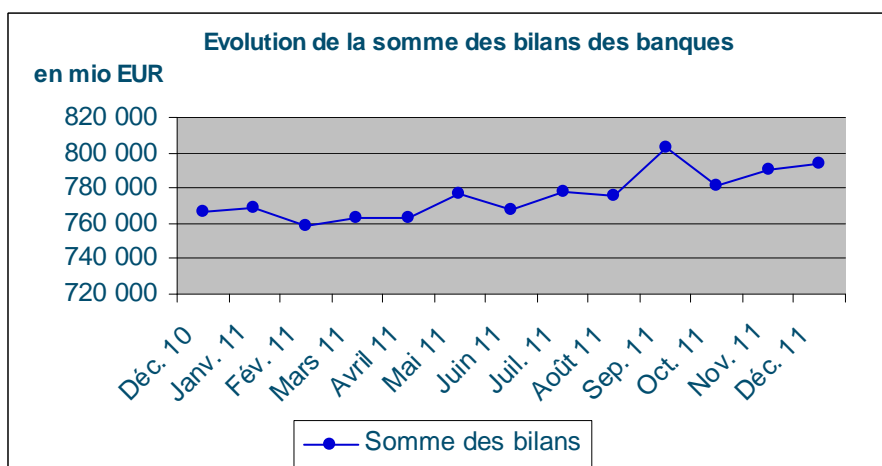
### ■ EMPLOI

Evolution de l'emploi total dans les établissements surveillés par la CSSF



### ■ BANQUES

Somme des bilans des banques au 31 décembre 2011 en hausse

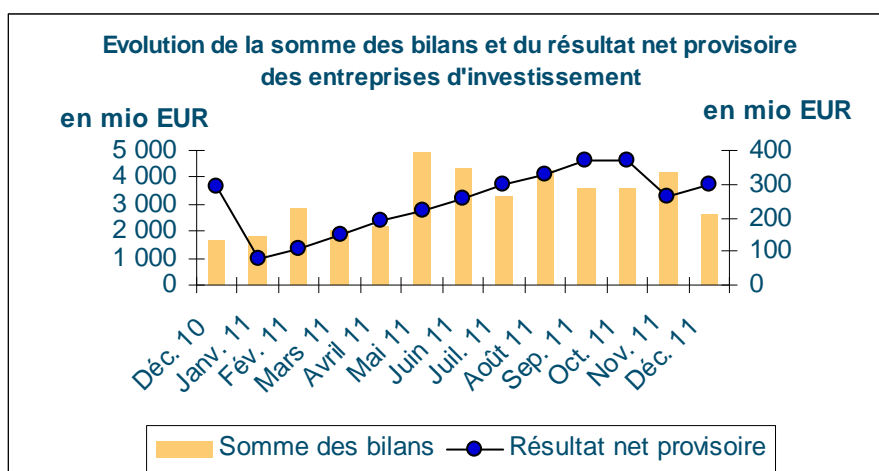


La somme des bilans augmente de 0,47 % sur un mois. Sur un an, la somme des bilans augmente de 3,59 %.



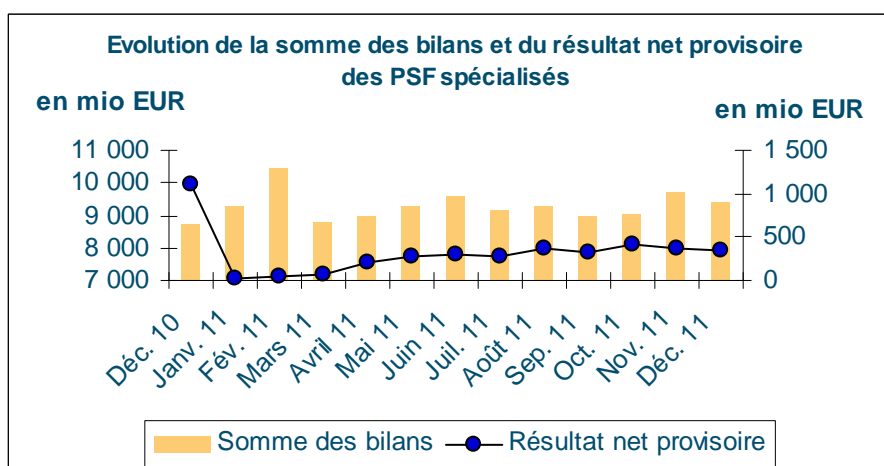
## ■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 31 décembre 2011 en baisse



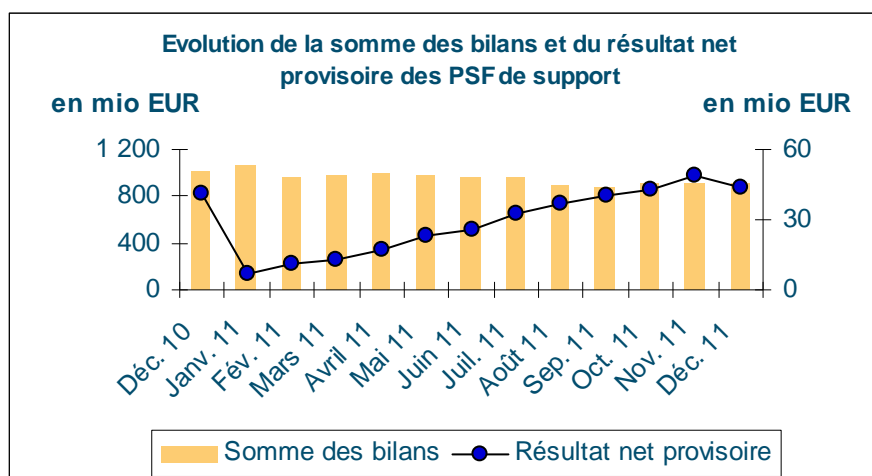
## ■ PSF SPECIALISES

Somme des bilans des PSF spécialisés au 31 décembre 2011 en baisse



### ■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 31 décembre 2011 en hausse



### ■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

Au 10 février 2012, 15 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) sont inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, 14 professionnels sont agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la SICAR suivante a été inscrite sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

- STAR PRIVATE EQUITY OPPORTUNITIES S.A. SICAR, 7, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

La SICAR suivante a été retirée de la liste officielle :

- ILP II S.C.A., SICAR, 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen

Au 10 février 2012 le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élève à 273 unités.

Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élève à 29 unités au 10 février 2012, suite à l'inscription de VIS FINANCE SA, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

### ■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

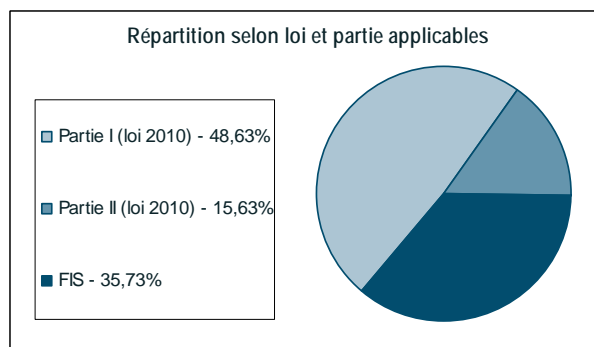
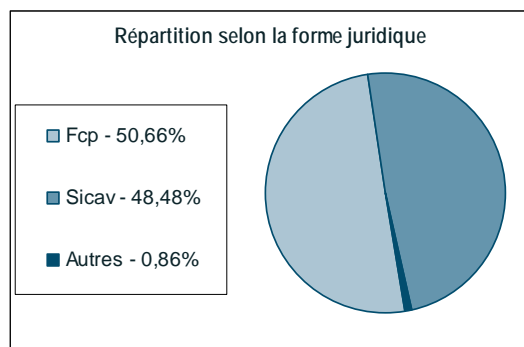
La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 janvier 2012, 64 cabinets de révision agréés et 222 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 53 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

## ■ STATISTIQUES OPC

### Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif Situation au 31 décembre 2011

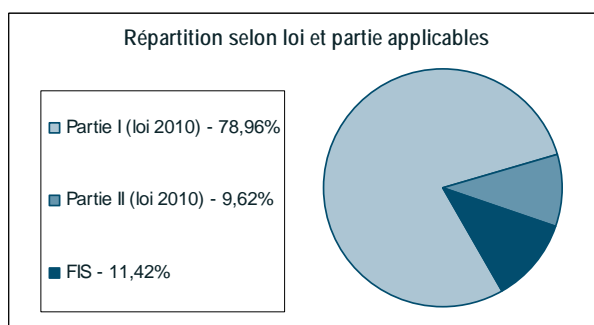
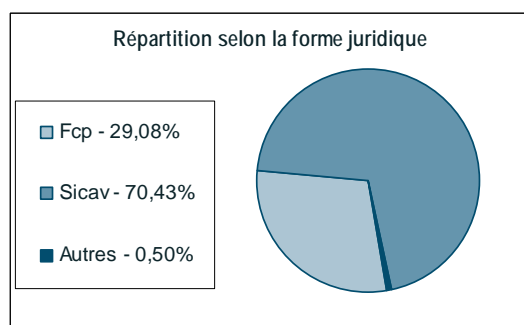
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

## ■ NOMBRE D'OPC



Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2010)	1 142	728	0	1 870
Partie II (loi 2010)	290	305	6	601
FIS	516	831	27	1 374
<b>TOTAL</b>	<b>1 948</b>	<b>1 864</b>	<b>33</b>	<b>3 845</b>

## ■ ACTIFS NETS DES OPC



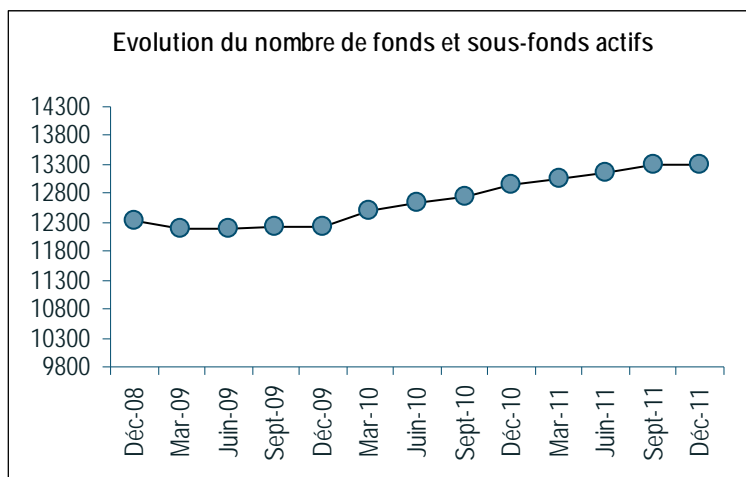
Loi, partie \ forme juridique (en mia EUR)	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2010)	427,524	1 227,985	0,000	1 655,509
Partie II (loi 2010)	79,387	121,366	0,918	201,671
FIS	102,701	127,167	9,464	239,332
<b>TOTAL</b>	<b>609,612</b>	<b>1 476,518</b>	<b>10,382</b>	<b>2 096,512</b>



## ■ ORIGINE DES PROMOTEURS DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Etats-Unis	505,571	24,1%
Allemagne	347,901	16,6%
Suisse	318,475	15,2%
Grande-Bretagne	266,983	12,7%
Italie	164,915	7,9%
France	151,950	7,2%
Belgique	111,616	5,3%
Pays-Bas	43,113	2,1%
Luxembourg	41,544	2,0%
Suède	35,037	1,7%
Autres	109,407	5,2%
<b>TOTAL</b>	<b>2 096,512</b>	<b>100%</b>

## ■ EVOLUTION DU NOMBRE D'UNITES



## ■ POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	918,531
VM à revenu variable (**)	575,203
VM diversifiées (***)	391,168
Fund of funds (****)	145,500
Liquidités	8,236
Immobilier	24,064
Futures, options, warrants	20,312
Divers (*****)	13,498
<b>TOTAL</b>	<b>2 096,512</b>

(\*) dont 296,049 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(\*\*) dont 6,022 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,193 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

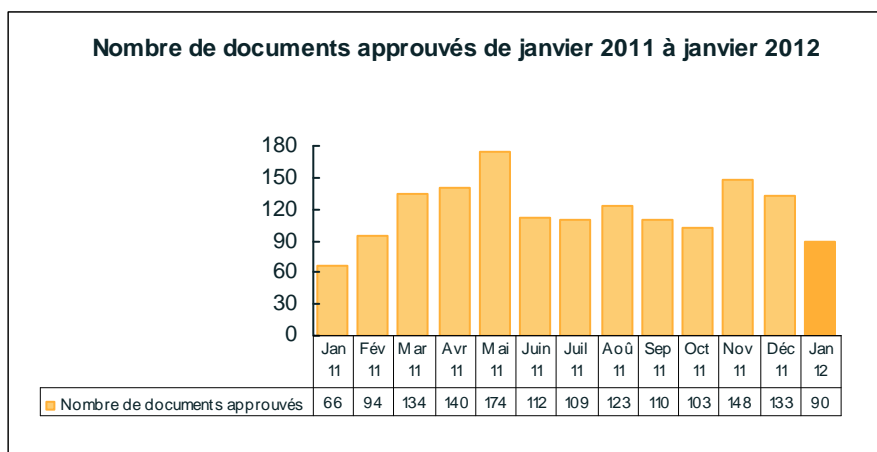
(\*\*\*) dont 3,118 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,459 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(\*\*\*\*) dont 0,368 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées

(\*\*\*\*\*) dont 0,110 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

## **PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)**

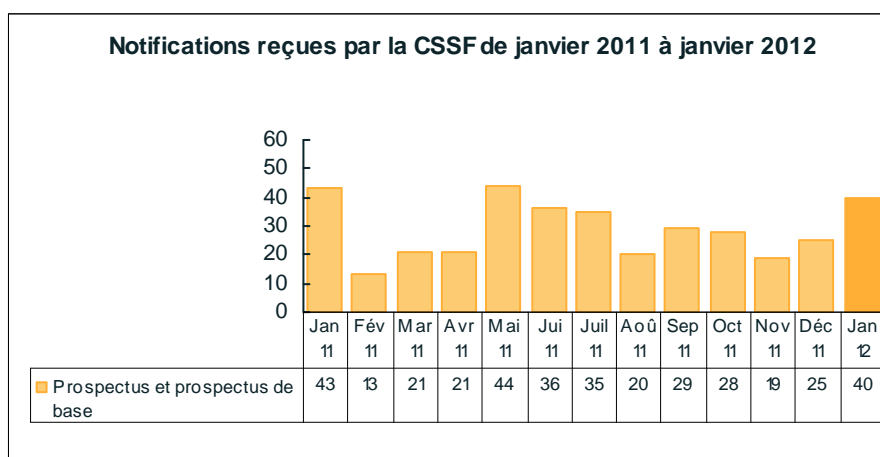
### **1. Approbations par la CSSF**



Au cours du mois de janvier 2012, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 90 documents, qui se répartissent comme suit :

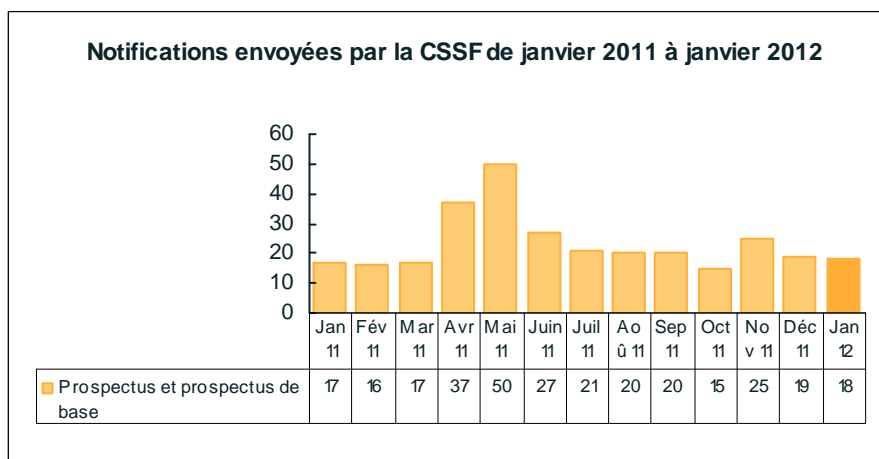
- prospectus de base : 16 (17,78 %)
- autres prospectus : 21 (23,33 %)
- documents d'enregistrement : 1 (1,11 %)
- suppléments : 52 (57,78 %)

### **2. Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'Etats membres de l'UE**



Au cours du mois de janvier 2012, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Union européenne 40 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 94 notifications relatives à des suppléments.

## 3. Notifications envoyées par la CSSF vers les autorités compétentes des Etats membres de l'UE

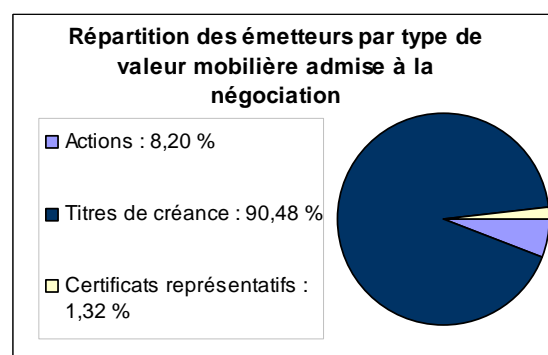
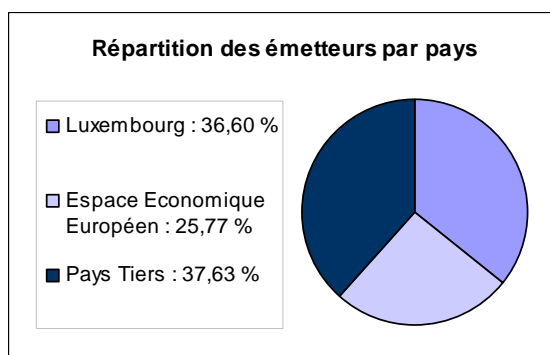


Au cours du mois de janvier 2012, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Union européenne 18 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 38 notifications relatives à des suppléments\*.

### **EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)**

Depuis le 10 janvier 2012, 4 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 6 émetteurs ont été retirés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la même loi.

Au 9 février 2012, 683 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.



\* Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.



## LISTES OFFICIELLES

### ■ LISTE DES PSF

#### Inscription :

##### **HINES LUXEMBOURG S.A R.L.**

205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Statuts : agent teneur de registre, agent administratif du secteur financier, agent de communication à la clientèle, domiciliataire de sociétés, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 19 janvier 2012

#### Retraits :

##### **ALTRAN LUXEMBOURG S.A.**

26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

Renonciation volontaire au 31 décembre 2011

##### **MAITLAND ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.**

58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

Cessation des activités au 1<sup>er</sup> février 2012

#### Changements d'adresse :

##### **FINIMMO WEALTH MANAGEMENT S.A.**

18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

##### **RICOH LUXEMBOURG PSF S.A R.L.**

Z.A. Bourmicht, 37, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange

##### **STONEHAGE CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A.**

3, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg

#### Modification de statut :

##### **ALPHA WEALTH MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.**

7, in der Düerrwies, L-7305 Steinsel

Statuts : conseiller en investissement, courtier en instruments financiers, commissionnaire, gérant de fortunes, domiciliataire de sociétés, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 23 janvier 2012

### ■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Sociétés de gestion dont l'agrément couvre exclusivement l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

#### Retrait :

##### **ING PRIVATE CAPITAL MANAGEMENT S.A.**

3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

#### Changement de dénomination :

FUNDS MANAGEMENT COMPANY S.A. est devenue

**FUNDPARTNER SOLUTIONS (EUROPE) S.A.**

#### Changements d'adresse :

##### **ACOLIN FUND MANAGEMENT S.A.**

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

##### **ALCEDA FUND MANAGEMENT S.A.**

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

##### **CASO ASSET MANAGEMENT S.A.**

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

##### **MK LUXINVEST S.A.**

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

##### **OYSTER ASSET MANAGEMENT S.A.**

74, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg

Sociétés de gestion dont l'agrément couvre, en plus de l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2), également un ou plusieurs services prévus par l'article 101(3) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

#### Changement de dénomination :

NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES est devenue

**NGAM S.A.**

#### Changement d'adresse :

##### **VICTORY ASSET MANAGEMENT S.A.**

74, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg

## ■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

### Retraits :

#### **ACHMEA RE MANAGEMENT COMPANY S.A.**

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

#### **ARCUS INVESTMENT (LUXEMBOURG) S.A.**

20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

#### **ARCUS JAPAN FUND (LUXEMBOURG) S.A.**

20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

#### **FALCON REAL ESTATE LUXEMBOURG**

33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange

#### **TREZART MANAGEMENT S.A.**

20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

### Changement d'adresse :

#### **GGP INVESTMENT PARTNERS S.A.**

23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

## ■ LISTE DES SICAR

### Inscription :

#### **STAR PRIVATE EQUITY OPPORTUNITIES S.A. SICAR**

7, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

### Retrait et changement d'adresse :

#### **ILP II S.C.A., SICAR**

163, rue du Kiem, L-8030 Strassen

### Changement de dénomination :

NYCOMED S.C.A., SICAR est devenue

**FOUGERA S.C.A., SICAR**



## Changements d'adresse :

### **AXA MEZZANINE I S.A., SICAR**

24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg

### **AXA MEZZANINE II S.A., SICAR**

24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg

### **AXA INFRASTRUCTURE FUND III S.C.A., SICAR**

24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg

### **BPT OPTIMA S.A., SICAR**

5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

### **DEVERA S.A., SICAR**

1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

### **ILP III S.C.A., SICAR**

163, rue du Kiem, L-8030 Strassen

### **MONITOR CLIPPER PARTNERS INVESTMENTS (S.A R.L.) SICAR**

7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

### **OPERA MASTERS SCA, SICAR**

5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

## ■ LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION

### Inscription :

#### **VIS FINANCE S.A.**

2, boulevard Konrad, L-1115 Luxembourg

### Changements d'adresse :

#### **GPB CREDIT RISK MANAGEMENT S.A.**

46A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

### Retrait décidé par la CSSF et changement d'adresse :

#### **LIFEMARK S.A.**

2, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

Une décision portant retrait de LIFEMARK S.A. de la liste officielle des organismes de titrisation agréés a été prise le 10 février 2012 en vertu des articles 21(2) et 25 de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation et lui a été notifiée en date du 10 février 2012.

### ■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

#### Nouveaux émetteurs :

##### NOM

Adriano Lease Sec. S.r.l.  
dnA S.A.  
Geldilux-TS-2011 S.A.  
Quadrivio RMBS 2011 S.r.l.  
Siena Sme 11-1 S.r.l.

##### PAYS DU SIEGE

Italie  
Luxembourg  
Luxembourg  
Italie  
Italie

#### Retraits :

##### NOM

Bradford & Bingley Capital Funding L.P.  
GPB Credit Risk Management S.A.  
Mantegna Finance S.R.L.  
Mobile Telesystems Finance S.A.  
Oscar Funding Corp. XV  
Stanton CDO I S.A.

##### PAYS DU SIEGE

Jersey  
Luxembourg  
Italie  
Luxembourg  
Îles Caïmans  
Luxembourg

## ■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

### Inscriptions et retraits pendant le mois de décembre 2011 de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois

Durant le mois de référence, les cinquante-et-un organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

#### 1) OPC partie I Loi 2010 :

- AISM GLOBAL OPPORTUNITIES FUND, 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- ALMA CAPITAL INVESTMENT FUNDS, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange
- AMREGO I SICAV, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- BB-MANDAT AKTIENFONDS, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- DEKA-EUROLAND AKTIEN LOWRISK, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- FIXED INCOME FLEXIBLE, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- HB STRATEGIE, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf
- HLE ACTIVE MANAGED PORTFOLIO AUSGEWOGEN, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- HLE ACTIVE MANAGED PORTFOLIO DYNAMISCH, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- HLE ACTIVE MANAGED PORTFOLIO KONSERVATIV, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- LOYS, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- ME FONDS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
- NACHHALTIG OP, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- SOLYS, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- SWISS HEDGE, 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- SWISSCANTO SMART CORE, 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg
- TCW FUNDS, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- UNIGARANTEXTRA: DEUTSCHLAND (2019), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- VICTORY FUND, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- ZKB (LU) SUSTAINABLE WORLD, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

#### 2) OPC partie II Loi 2010 :

- BILFINGER BERGER GLOBAL INFRASTRUCTURE SICAV S.A., 1A, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- BLACKROCK ALTERNATIVE STRATEGIES, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- DWS EMERGING SOVEREIGN BOND FUND USD, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- SMBC NIKKO INVESTMENT FUND (LUX), 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg
- UNIGARANT: COMMODITIES (2018) III, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

#### 3) FIS :

- ALPSTEIN FUND, 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- AM INVESTMENT S.C.A. SICAV-SIF, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- AMUNDI SIF 2, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- AULIEN S.C.A. SICAV-SIF, 72, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg
- BUYASSE & PARTNERS INVESTMENT FUND, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- CAPITAL PLUS SICAV-SIF, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf
- EUR SOVEREIGN OPPORTUNITIES SICAV-FIS, 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- EUROPEAN GOVERNMENT BOND STRATEGY SICAV-FIS, 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- EUROPEAN SPECIAL OPPORTUNITIES CREDIT FUND II FCP SIF, 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg
- GARIM SICAV-SIF, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- GLOBAL INFRASTRUCTURE SELECT SICAV-FIS, 23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- KANDEO SICAV-SIF SCA, 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- LIVELIHOODS FUND SICAV SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- MACQUARIE PRIVATE MARKETS FUND S.C.A. SICAV-FIS, 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- MADRAGUE CAPITAL S.C.A. SICAV-SIF, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- NEPHILA SICAV-SIF, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf
- OLYMPIC INVESTMENT FUND, 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- RADIANT FUND S.C.A. SICAV-FIS, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg
- SHERIDAN STRATEGIES SICAV-FIS, 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg
- SNF S.A., SICAV-SIF, 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen
- SOVEREIGN INTEREST STRATEGY SICAV-FIS, 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- SPARINVEST SICAV-SIF, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- ST.JAMES LUX, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- SVG-LUXINVEST SCS SICAF-SIF, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- SVL-LUXINVEST SCS SICAF-SIF, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- WALRUS, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Les trente-neuf organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été retirés de la liste officielle au cours du mois de décembre 2011 :

**1) OPC partie I Loi 2010 :**

- ABERDEEN MULTIFUND (LUX), 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- COMINVEST ASIA SAFE KICK 9/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST DEUTSCHLAND INVEST 6/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- DEXIA LIFE, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- FRANCKEN FONDS, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- GLOBAL RESPONSE, 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- HSH LILUX, 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- ING (L) DYNAMIC, 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg
- ING (L) SELECTED STRATEGIES, 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg
- R&G BEST SELECT OP, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- SELECTA, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- UBS (LUX) ISLAMIC FUND, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**2) OPC partie II Loi 2010 :**

- ADVANTAGE HEDGE, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg
- F&C RUSSIAN INVESTMENT COMPANY, 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- HDF SICAV DIV (LUX), 16, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg
- INTERFIRST, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- OBJECTIVE RETURN FUND, 23, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- OURWORLD FUNDS, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- PAO SEVERANCE FUND, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- TURQUOISE INVESTMENT FUND, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- UBS (LUX) EXPOSURE SICAV, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**3) FIS :**

- 70WATT CAPITAL S.C.A. SICAV-SIF, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- CURA FUND S.A. SICAV FIS, 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg
- DOURO SICAV-SIF, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- EXCELLENCIA CAPITAL S.A. SICAV SIF, 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- FLAGSHIP, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- FUNITAS FONDS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- GLOBAL HEDGE FUNDS SELECT, 23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- HILUX SIF III, 14, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- ICA INTERNATIONAL REAL ESTATE S.C.A. SICAV-SIF, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- IJ PARTNERS DIRECT INVESTMENTS SICAV-SIF, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg
- IJ PARTNERS SOCIAL INVESTMENTS SICAV-SIF, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg
- KALAN CAPITAL S.C.A., SICAV-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- LACUNA SIF, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- NAIS FUND OF FUNDS, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- NEXUM LOANS, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- OLYMPIA SICAV LUX, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- SARASIN SUSTAINABLE ALTERNATIVE INVESTMENT SICAV-SIF, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- VIETNAM OPPORTUNITY GROWTH, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

### Retrait de la liste officielle décidé par la CSSF :

Une décision portant retrait de la société d'investissement à capital variable OPUS INVESTMENTS SICAV-SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés avec effet au 20 janvier 2012 a été prise par la CSSF en vertu des articles 43(2) et 46 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.



## PLACE FINANCIERE

### Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **143** (9 février 2012) (↘ de 3 entités sur un an)  
Somme des bilans : **EUR 793,987 milliards** (31 décembre 2011) (↗ de 27,551 milliards sur un an)  
Résultat avant provisions : **EUR 4,54 milliards** (31 décembre 2011) (↘ de 0,39 milliard sur un an)

Nombre d'OPC :  
- Partie I de la loi 2010 : **1 864** (9 février 2012)  
- Partie II de la loi 2010 : **599** (9 février 2012)  
- Fonds d'investissement spécialisés (FIS) : **1 389** (9 février 2012)  
TOTAL : **3 852** (↗ de 165 entités sur un an)

Patrimoine global net : **EUR 2 096,512 milliards** (31 décembre 2011) (↘ de 102,482 milliards sur un an)

Nombre de sociétés de gestion : chapitre 15 (loi du 17 décembre 2010) : **179** (31 janvier 2012)  
Nombre de sociétés de gestion : chapitre 16 (loi du 17 décembre 2010) : **200** (31 janvier 2012)

Nombre d'entreprises d'investissement : **114** dont **11** succursales (10 février 2012)  
(↗ de 5 entités sur un an)  
Somme des bilans : **EUR 2,629 milliards** (31 décembre 2011) (↗ de 0,974 milliards sur un an)  
Résultat net provisoire : **EUR 296,293 millions** (31 décembre 2011) (↘ de 1,954 millions sur un an)

Nombre de PSF spécialisés : **118** (10 février 2012) (↗ de 5 entités sur un an)  
Somme des bilans : **EUR 9,419 milliards** (31 décembre 2011) (↗ de 0,673 milliards sur un an)  
Résultat net provisoire : **EUR 353,055 millions** (31 décembre 2011) (↘ de 762,945 millions sur un an)

Nombre de PSF de support : **87** (10 février 2012) (↗ de 7 entités sur un an)  
Somme des bilans : **EUR 909,828 millions** (31 décembre 2011) (↘ de 110,172 millions sur un an)  
Résultat net provisoire : **EUR 44,26 millions** (31 décembre 2011) (↗ de 2,3 millions sur un an)

Nombre de fonds de pension : **15** (10 février 2012) (aucune variation sur un an)

Nombre de SICAR : **273** (10 février 2012) (↗ de 31 entités sur un an)

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **29** (10 février 2012) (↗ de 3 entités sur un an)

Nombre d'émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence : **683** (9 février 2012) (↘ de 43 entités sur un an)

Emploi total dans les établissements surveillés : **43 428 personnes** (31 décembre 2011)  
(↗ de 676 personnes sur un an\*), dont :

- banques : **26 695 personnes** (31 décembre 2011)
- sociétés de gestion : (chapitre 15) **2 516 personnes** (31 décembre 2011)
- entreprises d'investissement : **2 411 personnes** (31 décembre 2011)
- PSF spécialisés : **3 127 personnes** (31 décembre 2011)
- PSF de support : **8 679 personnes** (31 décembre 2011)

\*Cette augmentation ne correspond pas à une création nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier.

#### Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251-560

E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)

Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)